

CGT POLE EMPLOI PACA

L'OFFRE RAISONNABLE D'EMPLOI : UN VICE CACHE DE L'EID

L'EID se déploie dans toute la région et dans la foulée, l'Etablissement en profite pour généraliser l'Offre Raisonnable d'Emploi !

L'ORE est apparue dans la loi du 1er août 2008 relative aux droits devoirs des demandeurs d'emploi, mais elle a eu bien du mal à se mettre en œuvre dans les agences. Avec la crise et la fusion, nos dirigeants semblaient avoir d'autres chats à fouetter et les agents d'autres missions à accomplir.

Aujourd'hui, elle reprend du poil de la bête avec la mise en œuvre de l'EID. Souvent, elle nous est présentée comme une simple manipulation informatique et un archivage du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi classée sans suite.

Pourtant, ne nous y trompons pas, la signature de ce PPAE par le demandeur d'emploi l'engage de fait, à accepter toute offre correspondante à l'« offre raisonnable » définie dans son PPAE. C'est le premier pas vers le travail obligatoire sous peine de radiation et le PPAE peut si besoin servir de justificatif jusque devant les tribunaux !
Aucun conseiller ayant en charge l'EID ne doit et ne peut l'ignorer.

Le PPAE dans l'EID se réduit ainsi à la définition du profil du demandeur d'emploi et de son corollaire, l'offre raisonnable d'emploi et ne laisse plus beaucoup de place à l'écoute, au besoin du chômeur, au diagnostic partagé, **et** au conseil. L'heure est au diagnostic imposé, au suivi, **et** au contrôle. C'est tout le métier de conseiller qui se dégrade et la relation au demandeur d'emploi qui change. Il ne perçoit plus le conseiller comme une personne pouvant l'aider à retrouver un travail mais comme un employé chargé de suivre et contrôler sa recherche d'emploi.

Tout cela s'inscrit dans un climat de suspicion vis-à-vis du chômeur-assisté ou même du chômeur-fraudeur que M. Wauquier se plaît à dénoncer comme « cancer de notre société »!

Cela contribue à faire monter l'incompréhension et l'agressivité et à nous mettre en difficulté dans l'accomplissement de nos missions.

Ajoutez, le contrôle de la pièce d'identité via une lampe UV, une transmission au service fraude sans information du demandeur d'emploi en cas de doute sur son authenticité, et nous voilà l'instrument d'une politique que nous ne pouvons pas cautionner !

A LA CGT NOUS REFUSONS TOUJOURS D'ETRE LA POLICE DES CHOMEURS